



EurAc Info

Daily Press Review on the Great Lakes region & EurAc network

24 February 2017

Press Review

EU Foreign Policy

DRC/BELGIUM/EU – [Kasaï-central : Reynders veut soumettre la question de sanctions individuelles à l'UE](#), Actualité.cd, 24 février // [Reynders pour une enquête indépendante internationale sur les violences au Kasaï](#), SudInfo.be, 23 février

SudInfo : « Le ministre demande une enquête internationale qui doit aussi porter sur la dégradation de la sécurité dans d'autres régions du pays, notamment dans l'est en proie à de nouvelles violences.

Evoquant la nécessité de prendre des mesures pour préserver la population, Didier Reynders a indiqué avoir demandé à l'ambassadeur belge à Kinshasa d'entreprendre des démarches auprès du ministre congolais des droits de l'Homme.

Le ministre belge a également fait connaître son intention de mettre le dossier à l'agenda de la prochaine réunion des ministres européens des Affaires étrangères le 7 mars avec la volonté de mettre sur la table la question de sanctions individuelles.

Enfin, Didier Reynders plaide en faveur d'une révision du mandat de la Monusco, la Mission de l'ONU pour la stabilisation en République Démocratique du Congo, avec un soutien plus appuyé à la protection de la population et des individus vulnérables et un renforcement du soutien au processus de paix. »



didier reynders ✓
@dreyners

Following

Une enquête indépendante internationale sur les violences au **#Kasaï #RDC**
m.7sur7.be/7s7/m/fr/1502/ ...

🌐 Translate from French

RETWEETS
79

LIKES
81



10:53 PM - 23 Feb 2017

BURUNDI/FRANCE - [Au Burundi, la « drôle » d'interview de l'ambassadeur de France continue de faire réagir](#), Le Monde Afrique, 24 février

« Sur les réseaux sociaux, nombreux sont ceux qui reprochent à la France d'être trop conciliante envers ce pouvoir qui réprime dans le sang toute forme d'opposition. Les organisations des droits humains ont en effet dénombré depuis avril 2015 plus de 1 000 personnes tuées, 5 000 détenues, 800 disparues, des actes de torture, des milliers d'arrestations arbitraires et plus de 250 000 Burundais partis se réfugier dans les pays voisins.

« Décrispation possible »

Un constat que préfère nuancer le diplomate français, en affirmant la « connotation politique » des alertes lancées en novembre 2016 par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) qui fait état « d'une répression aux dynamiques génocidaires ».

« J'ai l'impression [que ces accusations relèvent] plus d'un discours à finalité politique que d'une réalité en termes de dimension sécuritaire aujourd'hui », explique doctement M. Delahousse.

L'ambassadeur affirme aussi vouloir « rabibocher » les deux pays. « Je crois qu'après un an et demi de crise, la situation du pays est telle que la décrispation est possible, de même que la pacification du débat politique, l'ouverture dans la perspective des élections de 2020 d'un espace politique libre et ouvert au retour de ceux qui le souhaiteraient », a déclaré M. Delahousse. D'aucuns l'accusent de reprendre des éléments de langage du gouvernement burundais qui cherche à montrer coûte que coûte que la situation sécuritaire actuelle permet le retour des milliers de réfugiés.

[...] Joint par Le Monde Afrique, Laurent Delahousse invite « les gens à lire l'interview en entier et pas uniquement les raccourcis publiés sur Twitter ». »

Le Monde Afrique

Politique 

Au Quai d'Orsay, plusieurs diplomates de la section Afrique se disent surpris par certaines positions de M. Delahousse et évoquent des « *maladresses* ». Ils se rassurent en estimant néanmoins que, sur le fond, ses propos relatifs aux droits humains, à la liberté de la presse et à la position de la France ont été fermes lors de cet entretien. La France, rappellent-ils, soutient le dialogue initié par le médiateur de la crise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, et se doit de parler avec le pouvoir en place pour faire évoluer la situation.



iBurundi @iburundi · 6 h

#Burundi—Les maladresses de @lpjd75 ont surpris le Quai d'Orsay?
lemonde.fr/afrique/articl... pic.twitter.com/CKAcxkeAmk

DRC/EU - [Vidéo sur le massacre présumé des populations civiles au Kasai: interpellée par une internaute, Cécile Kyenge réagit via une tribune](#), 7sur7, 23 février

DRC/UK



Amb. Graham Zebedee
@GrahamZebedee

Following

Target number of **#DRC** voters to enrol c.40m, so long way to go. But can be done in good time for elections in 2017 as per 31 Dec agreement.



Radio Okapi @radiookapi
Cornelle Nangaa : «15 276 033 électeurs déjà inscrits»
bit.ly/2IlsL6L #Ceni #Elections #Enrolement

RETWEETS
14

LIKES
7



8:32 AM - 23 Feb 2017 from [Democratic Republic of Congo](#)



Amb. Graham Zebedee
@GrahamZebedee

Following

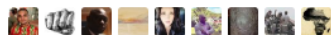
I live in a part of Kinshasa where rubbish is collected. Most Kinois don't. Advocating for a cleaner city should not be a crime in **#DRC**



Pragmora @pragmora
Yesterday, 11 Congolese youth activists were imprisoned for a sit-in in front of City Hall to draw better sanitation in Kinshasa.

RETWEETS
19

LIKES
14



2:30 PM - 24 Feb 2017 from [Democratic Republic of Congo](#)

Central Africa – Great Lakes – African Union & other regional institutions

DRC/SOUTH AFRICA - [Application Accord Cenco: Félix Tshisekedi chez Zuma](#), africa243.com, 24 février

DRC/UGANDA



Sonia Rolley @soniarolley · Feb 23
#RDC #Ouganda : selon source Fardc, manque de coopération / transparence des Ougandais qui refusent de communiquer identités
2/2

Translate from French



29



18



Sonia Rolley @soniarolley · Feb 23
#RDC #Ouganda: Délégation Fardc partie auj côté ougandais pour faire constat sur ex-M23 qui se sont rendus. Tensions avec Ougandais
1/2

Natural Resources - Conflict minerals

No major press coverage

DRC

Politics – Elections

TOP STORY



Victor Tesongo
@notrendc

Abonné

Les militants de la @luchaRDC arrêtés pour l'opération #KinshasaPropre sont accusés de désobéissances à l'autorité civile @AdamBombole



RETWEETS 10 JAIME 7

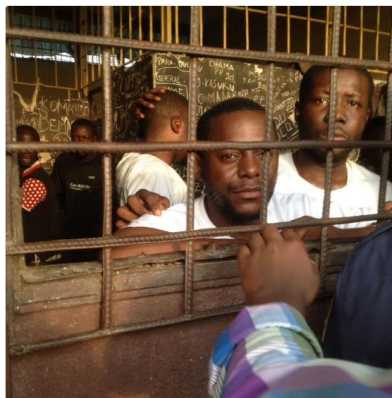
23:19 - 23 févr. 2017



#ByeByeKabila J+64
@luchaRDC

Abonné

Visite @MinJusticeRDC au parquet où nos camarades sont détenus. Décevant si libération suivait pas. @MushobekwaMa. #KinPropre #FreeLucha



RETWEETS 14 JAIME 14

11:30 - 24 févr. 2017



Human of Congo
@jeanmobert

Abonné

Ces jeunes @luchaRDC sont des citoyens exemplaires et non-violents, qui veulent simplement #KinPropre. Pas des criminels. Relachez-les !



RETWEETS 11 JAIME 13

09:02 - 24 févr. 2017

Samy Badibanga, UN Human Rights DRC, Maman S. Sidikou and 5 others



#ByeByeKabila J+64
@luchaRDC

Abonné

La VSV aussi dénonce la répression de notre manif #KinPropre & exige la libération de nos camarades qui passent une 2è nuit en détention



RETWEETS 11 JAIME 12

21:46 - 23 févr. 2017

[CNSA : Bazaiba dit ne pas être candidate à la présidence et propose une voie de sortie](#), Actualité.cd, 23 février

HIGHLIGHT - [RD Congo : querelles de chapelle autour du cercueil de Tshisekedi](#), Jeune Afrique, 23 février

« Étienne Tshisekedi fait sa proposition concernant la primature dans une lettre scellée, remise aux évêques catholiques congolais – les médiateurs de la crise –, avec pour destinataire le président Joseph Kabila. Demande-t-il la désignation de son fils Félix au poste de Premier ministre, comme cela sera ensuite dit ? Les évêques refusent de dévoiler le contenu avant de l'avoir remise en main propre au chef de l'État. Sauf que, des semaines durant, ils vont tenter en vain de le rencontrer.

[...]Le gouvernement belge propose de mettre à disposition un avion pour rapatrier le corps, au cas où le gouvernement congolais se trouverait dans l'incapacité de le faire.

Ce simple détail prendra, par la suite, une importance capitale : l'affrètement de l'avion aura un droit de regard sur l'heure de l'arrivée du corps à Kinshasa (et donc sur le niveau de mobilisation) et sur la délégation qui montera dans l'appareil. Le gouvernement congolais va lui aussi, proposer de prendre le vol en charge...

[...]Un autre homme s' imagine, en effet, avoir une bonne chance d'accéder à la primature au même moment : Raphaël Katebe Katoto, le demi-frère aîné de Moïse Katumbi. Ce riche métis, résidant en Belgique, était un proche d'Étienne Tshisekedi, l'un des rares à pouvoir l'approcher. Politiquement, le décès du « Vieux » le prive de son meilleur atout. Néanmoins, son influence a été cruciale pour bâtir l'alliance entre Katumbi et Tshisekedi, et il estime que ses efforts méritent récompense. Ce n'est pas l'avis de Félix. Le 5 février, une rumeur malveillante est diffusée sur les réseaux sociaux, mettant en cause Katebe dans la mort du patriarche. L'intéressé réagit sur Facebook, démentant l'information. Dans ce contexte malsain, il renonce à se rendre à la messe prévue le lendemain.

[...]« Moïse sous-estime notre détermination à l'interpeller », répond un ministre. À Kinshasa, maintenir Katumbi hors jeu est devenu une obsession.

Mais avant d'espérer rentrer, mieux vaut préparer le terrain. En cherchant la protection de la Mission de l'ONU en RD Congo (Monusco), par exemple. Pour cela, il s'active chez les Occidentaux. Après la messe, il déjeune à Bruxelles avec Guillaume Lacroix, conseiller Afrique de Jean-Marc Ayrault, ministre français des Affaires étrangères. Ils calent les détails d'une rencontre avec Ayrault qui aura lieu, discrètement, au Quai d'Orsay, le 13 février, avant que Katumbi ne s'envole vers les États-Unis.

Quelques jours plus tôt, le 10 février, Moïse avait déjà rencontré Reynders, en compagnie de Félix. À chaque fois, on lui sert le même discours : « Nous souhaitons la nomination du Premier ministre au plus vite, et Katumbi doit pouvoir rentrer. » De là à lui promettre la protection des Casques bleus face à son propre gouvernement... »

⇒ [Fameuse lettre de Tshisekedi : La Cenco fait le point ce soir](#), Actualité.cd, 24 février

Point de Presse de Pierre LUMBI OKONGO, Président du G7 (23 février 2017)

 Translate from French



GROUPE DES 7 PARTIS POLITIQUES

Point de Presse de Pierre LUMBI OKONGO, Président du G7

Mesdames et Messieurs de la Presse,

Devant les spéculations à sens divers qui inondent l'opinion concernant la lettre de présentation, au Président de la République, du Premier Ministre désigné par le Rassemblement, lettre signée de son vivant par le Président Etienne TSHISEKEDI WA MULUMBA. Je me sens le devoir, autant que témoin et l'un des deux porteurs de cette lettre à la CENCO, de rétablir la vérité et de fixer les congolais à ce sujet.

Il est simplement étonnant et regrettable d'entendre certains hommes politiques diffuser des informations sans aucun fondement ; cela ne peut que contribuer à nuire à la crédibilité et à l'honorabilité de la classe politique de notre pays. Nous devons éviter une telle attitude.

J'affirme ici que le Président TSHISEKEDI a bel et bien laissé une lettre avant son voyage pour la Belgique ; lettre signée de sa propre main et dont nous avions auparavant parlé avec lui du contenu.

Il m'a confié cette lettre, en présence de Mr l'Abbé Théo TSHILUMBA, son secrétaire particulier qui est prêt à en apporter le témoignage.

Cette lettre présente le nom du Premier Ministre désigné par toutes les composantes du Rassemblement, à transmettre à qui de droit via la CENCO.

Cette lettre, nous l'avons remise le 17 janvier 2017 en mains propres, à Monseigneur UTEMBI, Président de la CENCO, en présence de Mr l'Abbé Théo TSHILUMBA, contre un accusé de réception.

Nous avons tous un devoir de réserve et de confidentialité jusqu'à ce que cette lettre parvienne au destinataire. Vous comprendrez donc pourquoi, je ne pouvais pas faire cette déclaration jusqu' il y a quelques jours.

La vérité étant rétablie, il ne reste plus que la nomination du Premier Ministre ainsi présenté par le Rassemblement conformément au point III 2.3. de l'accord du 31

RETWEETS
44

LIKES
55



3:40 PM - 23 Feb 2017

[Lubumbashi : la Lucha projette de manifester contre la hausse du prix de maïs](#), Actualité.cd, 24 février

« La Lucha a prévu de tenir un sit in du 5 au 8 mars prochain devant le gouvernorat de province pour protester contre la hausse de prix de maïs dans la province du haut Katanga.

[...] « La rareté et la hausse du prix de la farine du Maïs Bunga, considérée comme une denrée alimentaire de première nécessité pour les Lushois et dont le contrôle échappe au Gouvernement. Nous envisageons de faire un sit in devant le gouvernorat de province du 5 au 8 mars 2017 de 12h30 à 14h00 », peut-on lire dans la lettre. »

Security

[RDC : SOS FED appelle à sécurisation les défenseurs des droits de l'Homme de Fizi et Uvira en dangers](#), Sauti Ya Congo, 21 février



Sonia Rolley
@soniarolley

Following

#RDC : @MONUSCO, le nonce apostolique et la Cenco condamnent la série d'attaques contre les paroisses à Kin, aux Kasai et haut Katanga

Translate from French

Bureau du porte-parole et des relations avec les médias

Communiqué de presse

DECLARATION CONJOINTE MONUSCO, NONCIATURE APOSTOLIQUE ET CENCO SUR L'ATTAQUE CONTRE LES EGLISES

Kinshasa, le 23 février 2017 – La MONUSCO, la CENCO et la Nonciature Apostolique et s'inquiètent vivement des attaques récentes lancées contre des paroisses et autres installations catholiques dans plusieurs parties du pays. Ces attaques ont été particulièrement violentes dans les provinces de Kinshasa, Haut-Katanga, Kasai-Central et Kasai-Oriental.

Maman S. Sidikou, Représentant spécial du Secrétaire général des Nations Unies en RDC et Chef de la MONUSCO, Monseigneur Marcel Utambi, Archevêque de Kisangani et Président de la CENCO, et Monseigneur Luis Mariano Montemayor, Nonce Apostolique en RDC, condamnent fermement ces actes qui sont d'ailleurs punissables en droit pénal congolais. Ils réitèrent que les «lieux de culte appartiennent à tous et, en tant que tels sont censés être apolitiques; les églises sont aussi des lieux de recueillement pour les populations et doivent être respectées et protégées. En s'y attaquant, leurs auteurs et/ou commanditaires portent atteinte à un bien commun de tous les Congolais».

La MONUSCO, la CENCO et la Nonciature Apostolique appellent à la cessation immédiate de ces actes déplorables. Ils demandent aux acteurs politiques de les condamner tout aussi fermement afin de déjouer toute tentative de manipulation visant à fragiliser la mise en œuvre de l'Accord politique, global et inclusif du 31 décembre 2016.

Charles Semanza, Directeur de l'Information Publique : csanza@un.org (+243 99 736 8878)
Felix Prosper Basse, Porte-parole : fbasse@un.org (+243 99 736 3873)
Lieutenant-colonel Amourah Cédric Martin, Porte-parole militaire : amurahc@un.org (+243 81 533 85 63)
Adèle Lukulu, Relations médias : alukulu@un.org (+243 81 856 7766)

RETWEETS
37

LIKES
33



1:33 AM - 24 Feb 2017



Sonia Rolley
@soniarolley

Following

#RDC #Uganda : parmi motifs avancés de la gronde chez les FARDC vis-à-vis UPDF, M23 blessés soignés en Ouganda, refus d'identification, ect

Translate from French

RETWEETS
29

LIKES
21



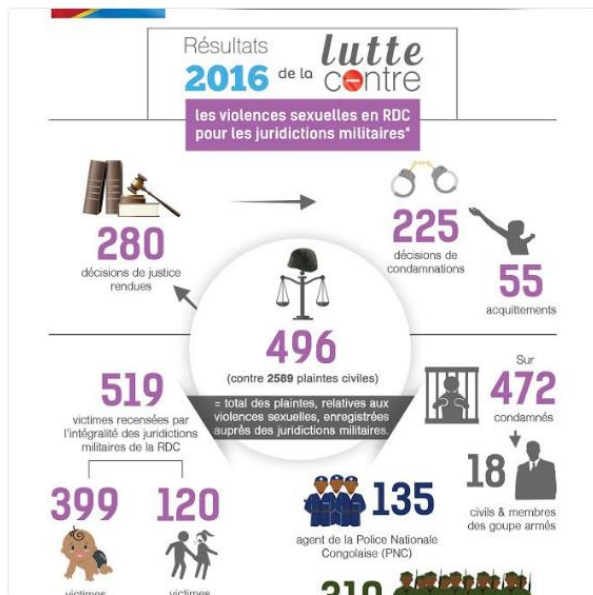
8:23 PM - 23 Feb 2017



Trésor Kibangula
@Tresor_k

Abonné

#RDC : 319 membres des FARDC et 135 policiers condamnés en 2016 pour violences sexuelles, selon les chiffres officiels.



RETWEETS
15

J'AIME
7



14:38 - 23 févr. 2017

Natural resources

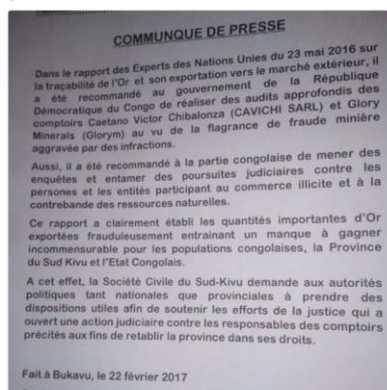


Sonia Rolley
@soniarolley

Following

#RDC #SudKivu : la société civile demande à ce que des poursuites soient engagées sur base enquête groupe d'experts

Translate from French



RETWEETS
21

LIKES
14



12:55 PM - 23 Feb 2017

[RDC : Treize ONG adressent une lettre ouverte à Trump au sujet de l'annulation de la Dodd Franck section 1502](#), Sauti Ya Congo, 24 février



sauti ya congo
@Sautiyacongo

Following

#RDC 13 ONG adressent une #LettreOuverte à @realDonaldTrump au sujet de l'annulation de la #DoddFrank section 1502 bit.ly/2ICXEaZ

Translate from French



RETWEETS
9



2:25 PM - 24 Feb 2017

Honoré Debrazza, Le Démocrate, RDC, Radio Okapi and 7 others

Others

HIGHLIGHT - [Ministère de l'environnement: détournement, la Rdc forcé de rembourser les bailleurs des fonds](#), Africa243, 24 février

« Rebondissement dans l'affaire de détournement de fonds au secrétariat général du ministère de l'environnement, conservation de la nature RT développement durable. Maître Willy Bolio avocat de l'État congolais dans l'affaire révèle qu'un compte bloqué logé à la standard Bank a servi de coulage des recettes de l'État.

La somme détournée est obtenue auprès de la Banque mondiale et la Banque africaine dans le cadre des projet de developpement. La budgétaire prévoit de taxe qui doivent être perçu par l'initiative de ce ministère. Ce compte nommé bio sécurité, a facilité de dépenses inéligible de l'ordre de 831.507 euro pour le projet PANA et 1.200.000 dollars pour le projet PFCN. Les deux banquent qui ont financées le projet, réclament à la République Démocratique du Congo le remboursement de fond qui n'ont profité à la République. Une enquête judiciaire a été ouvert à l'initiative du ministre de finance et de l'environnement enfin que justice soit faite. »

Burundi

Political & Security crisis

[UN removes Burundi staff officer from its peacekeeping mission](#), Iwacu, Feb 23

2/#Ndondeza @FOCODE_ demande la lumière sur la disparition de Hatungimana Augustin & le carnage du 09/12/2015 #Burundi ndondeza.org/disparition-fo ...

FOCODE
FURNIR POUR LA CONSCIENCE ET LE DEVELOPPEMENT
FO.CO.DE.
Organisation de la Société Civile du Burundi

DECLARATION DU FOCODE n° 002/2017 DU 24 Février 2017

#BurundiDisparitionForces

Ces N°10
#Ndondeza Augustin Hatungimana
«Ndondeza»
Disparition de Hatungimana Augustin
le 09/12/2015

murmur d'un carnage à la 10ème avenue

Par Athys Muburwiza et Rémy Ndabakunda

09-12-2015

5 jeunes hommes habitant dans la parcelle n° 101 à la 10ème avenue à Mubanza dans la zone Céntral ont été tués ce mercredi 9 décembre vers 11 heures du matin. La police est venue au siège par la population.

Les témoins rencontrés à Mubanza ont déclaré : «C'est une nouvelle façon de tuer. La question était pourquoi ils ont été tués. Ça a été tout le matin, pendant l'heure de la messe. Ces personnes ont été tuées avec des balles, dans les terres, dans les champs, quand un groupe de policiers les a sommés de partir.

Selon des sources sur place, avant l'arrivée de ces jeunes gens, les policiers les ont sommés de partir. Ce groupe de policiers est reparti à bord d'un pick-up. La plupart de ces jeunes ont été tués dans la tête ou au niveau du torse. Ils étaient étendus dans une mare de sang. Les habitants de Mubanza sont sous le choc.

Un groupe de militaires en patrouille sur cette avenue a confié à la population rencontrée qu'il

RETWEETS 7 J'AIME 2

11:18 - 24 févr. 2017

ALERT #Burundi major opposition party @MsdBurundi demands that @WMkapa transmits its observations on #BurundiDialogue to EAC Heads of State

À l'origine en anglais

Le Parti MSD a pris connaissance de la Déclaration du Facilitateur Benjamin William Mkapa, à l'issue de la 3^{ème} session du dialogue inter-burundais tenue à Arusha du 16 au 19 février 2017, à laquelle il n'a pas participé pour les raisons déjà exprimées.

Le Parti MSD a cependant saisi cette occasion pour présenter au Médiateur ses observations sur cette Déclaration ce 24 février 2017, en lui demandant de bien vouloir les soumettre aux Chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est à l'occasion de leur prochain Sommet Extraordinaire que le Facilitateur souhaite voir convoqué pour « examiner les éléments posant un obstacle au processus ».

En substance, le Parti MSD a observé que le contenu de la Déclaration du Facilitateur témoigne dans le meilleur des cas d'une ahurissante méconnaissance de la nature de la crise actuelle et d'une appréciation erronée des sentiments des protagonistes dans la crise, et dans le pire des cas d'un penchant mal caché pour le régime de Pierre Nkurunziza.

De ce qui ressort de la Déclaration, le Parti MSD a en effet du mal à croire que « les participants », autres que le Parti CNDD-FDD, ont pu réellement reconnaître « que la crise actuelle est bien enracinée dans les désaccords d'ordre historique et politique » ; « que des progrès notables ont été enregistrés dans la création de conditions d'un dialogue constructif » ou qu'ils « ont pris acte des changements constitutionnels proposés (et reconnus) le droit souverain du Burundi à entreprendre de tels changements ».

Le Parti MSD a en outre été surpris que le Facilitateur ait déclaré avoir « eu l'impression qu'il y a un consensus général sur les questions de fond », avant même que ces questions ne soient discutées par les parties concernées. En somme, le Facilitateur conclut le dialogue avant qu'il n'ait commencé.

Le Parti MSD, qui ne peut cautionner le contenu de la Déclaration du Facilitateur, a détaillé et explicité toutes ces observations au Médiateur et lui a exprimé sa crainte que le processus de dialogue mené dans ces conditions par l'actuelle Facilitation ne soit définitivement hypothéqué, et lui a demandé de bien vouloir transmettre cette crainte aux Chefs d'Etat de la Communauté de l'Afrique de l'Est.

Le 24 février 2017

Pour le Parti MSD

RETWEETS 6 J'AIME 1

14:13 - 24 févr. 2017



Rwanda

No major press coverage

News from EurAc network and from partner organisations

- Declaration/Campaign, FOCODE (Burundi)

[DECLARATION DU FOCODE n° 002/2017 DU 24 Février 2017](#)

By FOCODE (Campagne NDONDEZA contre les disparitions forcées au Burundi)

24 February 2017

See document attached // Voir pièce jointe

Dans sa déclaration sortie ce vendredi 24 février 2017, le FOCODE demande la lumière sur la disparition forcée de M. Augustin Hatungimana, un jeune homme de 27 ans, responsable de la jeunesse du parti MRC-Rurenzangemero (un parti de l'opposition au Burundi) et un des mobilisateurs des manifestations contre le troisième mandat du Président Nkurunziza dans la zone urbaine de Cibitoke en Mairie de Bujumbura. Augustin Hatungimana a été arrêté par des éléments de la police nationale et du service national de renseignement conduits par Joseph Mathias Niyonzima alias Kazungu le 09 décembre 2015 à la 15ème avenue du quartier Mutakura en Mairie de Bujumbura. Depuis, il n'a jamais été retrouvé par sa famille.

Au-delà de la disparition de M. Augustin Hatungimana, ce 17ème dossier NDONDEZA rappelle le carnage de la matinée du 09 décembre 2015 à la 15ème avenue de Mutakura: des policiers ont sorti cinq jeunes de leur

maison et ont tiré sur eux à bout portant. Aucune enquête officielle, aucune poursuite judiciaire n'a été engagée sur ce carnage.

Ce dossier rappelle également le calvaire des familles des disparus. Le frère de M. Augustin Hatungimana a failli être enlevé à son tour le lendemain, il a dû se cacher pendant six mois avant de prendre le chemin de l'exil. Le 13 décembre 2015, des policiers conduits par le Commissaire Désiré uwamahoro ont investi la résidence de la famille de M. Augustin Hatungimana, ont tabassé des enfants et terrorisé la maman de la victime, une femme de 69 ans. Des biens de la famille ont été pillés par des policiers, d'autres brûlés sur le champ. Une rançon de 600.000 francs a été enfin exigée par des personnes qui se présentaient comme des géôliers de M. Hatungimana, mais ils ne l'ont jamais montré après le payement de la rançon.

Le FOCODE demande fortement l'ouverture sans délais par la CPI de l'enquête sur les crimes en cours au Burundi et affirme son soutien à la commission d'enquête internationale mise en place par le Conseil des Droits de l'Homme le 30 septembre 2016.

Cette déclaration peut être trouvée entièrement sur le lien : <http://ndondeza.org/disparition-forcee-de-m-augustin-hatungimana-tarpon/>

Le FOCODE a lancé la Campagne NDONDEZA contre les disparitions forcées au Burundi en avril 2016. NDONDEZA est un mot du Kirundi qui veut dire: "aide-moi à trouver le mien". Un site web de la campagne vient d'être lancé: www.ndondeza.org

Il est possible de faire un don en ligne à la Campagne NDONDEZA via le lien: <http://ndondeza.org/don/>

- Report, FORSC (Burundi)

[Rapport sur la situation des rappatriés et réfugiés en février 2017](#)

By FORSC

23 February 2017

- Press release, Voix des Sans-Voix (DRC)

RD Congo : la VSV exige la libération immédiate et sans conditions des militants pro-démocratie arrêtés

By Voix des Sans-Voix

23 February 2017

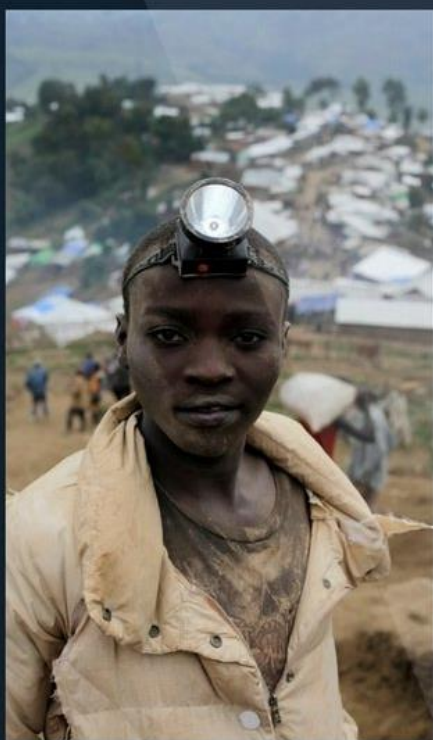
See document attached // Voir pièce jointe

Upcoming events



CONFLICT MINERALS: THE CONGOLESE CASE

Photography



EXHIBITION

Vernissage Opening

Tuesday 7/3/2017-17:00

A visual illustration
of the reality behind
"conflict minerals"

A provocative look
at the impacts of our
consumer choices

Open on weekdays

7/3 - 16/3/2017

11:00 - 15:00



ALBOAN

ONG promuevida por los jesuitas



Jesuit
European
Social
Centre



Justice et Paix



BELGISCH NETWERK NATUURLIJKE RIJDOOMEN
RESEAU BELGE RESSOURCES NATURELLES

Chapelle pour l'Europe - Chapel for Europe